

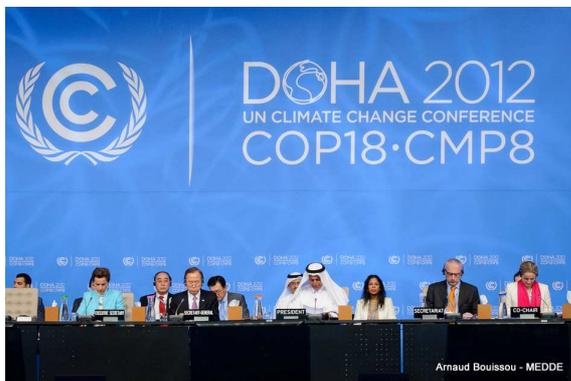
Ministère des Affaires étrangères

Ministère de l'Ecologie, du
Développement durable et de
l'Energie

Doha (Qatar), mercredi 5 décembre 2012

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

La France veut un accord à Doha



Crédit photo : Arnaud Bouissou / MEDDE

Alors que les rapports scientifiques ne cessent de confirmer la réalité du réchauffement climatique et que le typhon qui vient de frapper les Philippines en confirme les conséquences dramatiques, il est urgent de progresser vers un accord universel de réduction des émissions de gaz à effet de serre. La conférence de Doha doit être l'occasion de relever les ambitions à court terme dans l'action contre le réchauffement climatique et une étape utile vers un accord ambitieux, que la communauté internationale s'est fixée pour objectif de conclure en 2015, pour une entrée en vigueur en 2020.

C'est le message qu'a porté **Delphine Batho**, ministre de l'Ecologie, du Développement durable et de l'Energie, **lors d'une réunion ministérielle qu'elle a co-présidée aujourd'hui**, avec Herman Rosa Chavez, ministre de l'Environnement et des Ressources naturelles du Salvador. En introduction de cette réunion, **M. Ban Ki Moon, Secrétaire général des Nations unies a rappelé l'urgence à agir et annoncé sa volonté de convoquer un sommet des chefs d'Etat et de gouvernement en 2014**. La ministre française a rappelé que les objectifs de réduction fixés volontairement par les différents pays parties à la Convention ne permettaient pas en l'état d'éviter un réchauffement climatique supérieur à 2°C. Sans attendre 2015, il faut donc agir dès maintenant. **La France, avec l'Union européenne, est prête pour sa part à prendre de nouveaux engagements contraignants de réduction de ses émissions de gaz à effet de serre, dans le cadre d'une seconde période du Protocole de Kyoto**. Il est important que d'autres pays s'engagent eux aussi sur de tels objectifs contraignants.

Lors de son intervention durant la table ronde ministérielle, **Pascal Canfin**, Ministre du Développement, a rappelé l'engagement européen de poursuivre les efforts de financement en faveur des plus vulnérables. Il a souligné **l'engagement de la France, qui a consacré, dans le cadre du seul Fast Start, entre 2010 et 2012, plus de 1,2 milliards d'Euros à la lutte contre le changement climatique (soit 420 millions d'Euros par an)**, mais aussi que le Fast Start ne constituait qu'une petite partie des financements climat.

Les financements bilatéraux de l'Agence Française de Développement (AFD) dans le secteur de l'énergie ont désormais comme priorité les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique, afin d'accompagner les pays en développement vers un modèle sobre en carbone. Le ministre a aussi rappelé l'importance de l'engagement de la France sur les financements climat **via l'affectation d'une partie de la taxe sur les transactions financières au climat et notamment au futur Fonds vert pour le climat**, tout en insistant sur les efforts en faveur de l'adaptation qui méritent d'être renforcés dans les négociations pour l'accord de 2015.

Contacts presse à Doha :

Ministère de l'Ecologie, du Développement durable et de l'Energie : Marina Louvet, 06 77 64 62 07

Cabinet du Ministre délégué chargé du Développement : Benoît Faraco, 06 67 37 36 88
